

DOSSIER DE PRESSE

Création du premier fonds d'impact dédié à l'éducation en Afrique

15 janvier 2019



© Joan Bardeletti, Les Grands Moyens

SOMMAIRE

PRÉSENTATION DU PROJET	3
Les enjeux des systèmes éducatifs africains	3
Les objectifs du fonds Éducation.....	4
Hypothèses d’investissement.....	5
Planning de mise en œuvre	7
 PRÉSENTATION DU CONSEIL D’ORIENTATION STRATÉGIQUE	 8
Le rôle du Conseil	8
Les membres	8
 LES PARTENAIRES DU PROJET	 10
Le Gouvernement Princier de Monaco	10
Investisseurs & Partenaires (I&P).....	12
FERDI	15

CONTACTS

Emilie Debled – Directrice Relations Extérieures et Développement

+33 (0)1 58 18 57 11 | e.debled@ietp.com

Tom Dilly – Chargé de Projet Education/Volontaire International de Monaco

t.dilly@ietp.com

Emilie Larese-Silvestre – Coordinatrice des Programmes

+377 98 98 44 88 | esilvestre@gouv.mc

PRÉSENTATION DU PROJET

Le Gouvernement Princier de Monaco et Investisseurs & Partenaires (I&P) signent un accord de partenariat pour créer, à l'horizon 2020, un fonds d'investissement d'impact traitant de tout ou partie des problèmes d'accès, d'équité et de qualité de l'éducation, de l'enseignement préscolaire jusqu'à l'enseignement supérieur et la formation professionnelle, sur le continent africain.

Les enjeux des systèmes éducatifs africains

Les systèmes éducatifs africains sont confrontés à un certain nombre de problématiques communes. Si des investissements importants pour améliorer l'accès à l'éducation ont été faits depuis les années 2000, **l'éducation de base universelle n'a pas été atteinte** puisque 30 millions d'enfants ne sont toujours pas à l'école primaire (UNESCO). **La qualité de l'éducation reste très faible** dans les écoles africaines qui endurent une « crise de l'apprentissage ». En Côte d'Ivoire, plus de 60% des élèves ne maîtrisent pas les notions de base en mathématiques et en lecture, en début de scolarité primaire (PASEC 2014). L'ensemble du continuum éducatif est confronté à des problèmes d'accès et de rétention : l'enseignement pré-primaire est sous-développé dans la plupart des pays et régions, et les taux de rétention et transition de l'éducation de base à l'enseignement secondaire et supérieur sont faibles, surtout pour les filles.

La demande croissante pour l'enseignement supérieur et la formation professionnelle est alimentée par le **boom démographique et l'émergence d'une classe moyenne, mais le manque d'infrastructures et d'adéquation entre les formations de l'enseignement supérieur et les besoins des marchés du travail locaux** a augmenté le chômage des jeunes et l'emploi informel. Les offres de formation professionnelle ont par ailleurs été historiquement sous-investies par les États et leurs partenaires, et demeurent aussi très inadaptées aux besoins des entreprises. Alors qu'il y aura 450 millions d'emplois nécessaires pour employer la main d'œuvre disponible d'ici à 2050, l'impérative adéquation entre les formations dispensées et les besoins des entreprises sera un enjeu majeur à relever pour les économies africaines.

Si les gouvernements africains disposent de moyens limités pour résoudre ces problèmes, le **secteur privé est de plus en plus perçu comme un acteur complémentaire qui pourrait améliorer l'accès, et la qualité de l'éducation**. On estime en outre qu'un enfant sur cinq en Afrique reçoit son éducation d'une structure privée (Caerus, 2017). Toutefois, à ce jour, la contribution du secteur privé est très variable selon les pays et les cycles éducatifs, et trop peu d'acteurs de référence émergent sur le continent pour attirer des financeurs potentiels et passer à l'échelle. Peu de fonds d'investissement ont concentré leurs efforts sur l'éducation, notamment dans le domaine de l'investissement d'impact.

Les objectifs du fonds Éducation

Le fonds aura pour objectifs d'apporter une réponse **aux enjeux d'accès, d'équité, et de qualité de l'éducation en Afrique** en finançant et en accompagnant des institutions éducatives privées, ou des entreprises de l'écosystème éducatif produisant des biens, des services et technologies essentiels à la résolution de ces enjeux.

Le fonds contribuera donc aux **Objectifs de Développement Durable** n°4 « Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie » et n°5 « Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles », définis par les Nations Unies et adoptés par la communauté internationale.

Plusieurs **objectifs d'impact** seront définis pour orienter les investissements du fonds. Une série **d'indicateurs qualitatifs et quantitatifs** seront développés pour chacun de ces objectifs d'impact, et permettra un contrôle régulier de la performance d'impact du fonds.

-
- 1 L'accroissement de l'offre d'éducation et de formation**, et plus généralement la formation du capital humain

 - 2 Le renforcement de la qualité** de l'enseignement et de l'apprentissage, ainsi que de l'attractivité des institutions éducatives locales

 - 3 La promotion d'une éducation équitable** par des investissements dans les **pays fragiles**, ou à destination des **populations vulnérables**

 - 4 Le soutien à l'éducation, l'insertion et à l'empowerment des filles et jeunes femmes**

 - 5 Le renforcement de l'insertion socio-économique des jeunes**

Zoom : spécificités d'un fonds d'impact

Le terme **"investissement d'impact"** (ou *"impact investing"*) a été formalisé en 2007 par la Fondation Rockefeller, donnant ainsi un nom à diverses méthodologies d'investissement social développées et utilisées depuis plusieurs décennies.

Dans un effort initial pour coordonner et standardiser le secteur, la Fondation Rockefeller a établi le GIIN (Global Impact Investing Network) en 2009 qui s'est largement consacré à l'établissement d'une définition reconnue et acceptée de tous : *« Les investissements d'impact sont les investissements faits dans des entreprises, organisations, fonds, avec l'intention de générer des impacts sociaux et environnementaux en parallèle d'un retour financier. Les investissements d'impact peuvent être faits aussi bien dans les pays en développement que dans les pays développés, et peuvent cibler un large éventail de rendements que ce soit un rendement de marché ou un rendement inférieur, selon les circonstances ».*

Contrairement aux investisseurs traditionnels, l'investisseur d'impact se fixe un objectif d'impact en plus de son objectif financier. L'intentionnalité de l'investisseur d'impact est donc caractérisée par sa volonté à accepter des rendements inférieurs au rendement de marché afin de générer des impacts extra-financiers qui ne sont pas pris en compte par les investisseurs traditionnels.

En savoir plus :

- [Site du GIIN](#)
- [Etude d'I&P et de la Ferdi, « Investir dans le Développement en Afrique : Comment l'impact investment contribue aux Objectifs de Développement Durable \(ODD\) en Afrique »](#)

Hypothèses d'investissement

Plusieurs hypothèses sont aujourd'hui testées dans le cadre de l'étude de faisabilité en cours de réalisation. Ces hypothèses concernent aussi bien les secteurs et critères d'investissement (cycles éducatifs, types d'institutions éducatives, maturité des projets), que le périmètre géographique d'intervention et les instruments financiers qui seront mobilisés.

→ Secteurs d'investissements

Le fonds pourrait notamment intervenir dans **le secteur de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle et technique** pour soutenir l'émergence d'instituts de formation, lycées techniques, grandes écoles et universités dans le but de **favoriser l'insertion et l'employabilité de la jeunesse africaine**. Le Fonds d'impact pourrait ainsi accompagner les institutions éducatives dans la construction et la rénovation de leurs infrastructures et équipements, dans la structuration de leur gouvernance et de leur système de gestion, dans le développement d'**outils pédagogiques innovants**, dans l'amélioration et la **certification de leurs formations**, dans la prise en compte de critères **d'accès et d'équité** dans la sélection et le suivi des apprenants, et dans **l'insertion socio-économique** de leurs diplômés.

Le fonds pourrait aussi chercher à soutenir la **formation des enseignants et éducateurs, ainsi que le renforcement des capacités des écoles** du cycle de l'éducation fondamentale et du préscolaire en soutenant des projets de formation continue et technologies de formations à distance des enseignants et des dispositifs d'accompagnement des écoles et de leur direction.

→ Focus géographique

Le fonds aura une **vocation panafricaine**, et pourrait notamment s'adresser aux pays **d'Afrique francophone** où les fonds d'investissement, notamment les fonds d'impact, sont peu présents, et où Investisseurs & Partenaires pourra s'appuyer son réseau local. Il pourrait aussi intervenir dans **certains pays d'Afrique anglophone** en fonction des opportunités et des contraintes de son modèle.

Zoom : les acteurs présents sur le secteur

En 2018, I&P a réalisé une cartographie recensant les acteurs financiers présents dans le secteur de l'éducation en Afrique : investisseurs financiers, investisseurs stratégiques, Institutions Financières de Développement, organisations multilatérales, fondations...

Plusieurs tendances ont pu être observées :

- Les stratégies d'investissement d'impact sont encore très rares
- Les investissements se font majoritairement en Afrique anglophone, notamment en Afrique du Sud et au Kenya
- Le segment de l'enseignement supérieur est le plus dynamique en termes de volumes et nombres de transactions

→ Instruments Financiers

Pour soutenir ces institutions éducatives et autres opérateurs auxiliaires de l'éducation, le Fonds pourrait mobiliser des **instruments d'investissement en capital et quasi-capital**, ainsi que des **financements en dette**. Il pourra également mobiliser des financements en subvention issus d'un volet social [Encadré ci-dessous].

Un projet de financement hybride (*blended finance*)

L'éducation est un secteur social traditionnellement soutenu par des programmes de subventions destinées à des organismes publics ou à but non lucratif. En parallèle, des initiatives de plus en plus nombreuses dans le secteur éducatif privé émergent, certaines présentent des modèles économiques équilibrés voire très rentables quand d'autres sont encore peu matures et peinent à trouver l'équilibre financier. La **question de l'accès reste un enjeu majeur** pour cette offre d'enseignement privé en pleine ébullition, car trop d'institutions éducatives de qualité ne s'adressent aujourd'hui qu'à des populations aisées.

Afin de traiter des thématiques de l'accès et de l'équité, le Fonds d'Impact I&P Education pourrait adopter un **système de financement hybride** (ou "blended finance") et s'accompagner d'un **volet social** qui pourrait intervenir par une diversité de **subventions** sur les dimensions suivantes :

- La **préparation des écoles et entreprises à fort potentiel à l'investissement** par un accompagnement spécifique (mentorat, incubation, accélération etc.)
- La **maximisation de la performance d'impact** du fonds *via* des programmes **d'assistance technique** pour accompagner les écoles et entreprises investies, et la mise à disposition de **bourses scolaires** ou **prêts étudiants** pour rendre les formations accessibles à des étudiants de milieux défavorisés.
- **L'évaluation des impacts éducatifs** du fonds, en particulier sur la qualité de l'apprentissage, par des études de terrain et des évaluations d'impact de long terme.
- Le **plaidoyer** pour partager l'expérience de ce projet innovant et favoriser les effets d'entraînement des investisseurs d'impact dans le secteur éducatif africain.

→ Septembre 2018 – mai 2019 : réalisation d'une étude de faisabilité

Une étude de faisabilité est en cours de réalisation afin de déterminer les opportunités et les freins liés à la création d'un véhicule d'impact dédié à l'éducation dans le contexte africain. Cette étude est conduite par la Fondation pour les Etudes et la Recherche sur le Développement International (FERDI) avec l'appui financier de la Coopération de Monaco. Elle vise particulièrement à :

- Obtenir une meilleure compréhension des défis africains en matière d'éducation
- Identifier les bonnes pratiques en matière éducative pouvant être développées et diffusées plus largement par le secteur privé
- Réaliser une cartographie des investissements privés dans l'éducation en Afrique
- Analyser les modèles économiques des opérateurs privés dans l'éducation.

→ Eté 2019 - fin 2020 : constitution de l'équipe et levée de fonds

Cette phase de recherche débouchera à l'été 2019 sur la définition de la stratégie d'investissement et d'impact du fonds et orientera aussi les possibilités de structuration (RH, juridique, financier) et la levée de fonds.

Le recrutement de l'équipe d'investissement et d'impact, la phase de levée de fonds et l'identification des premiers investissements du fonds s'ensuivront jusqu'à 2020. L'objectif est de réaliser la première clôture de la levée de fonds au second semestre 2020.

→ 2020-21 : Premiers investissements

La phase de levée de fonds achevée, l'objectif serait de démarrer l'activité d'investissement dans le secteur de l'éducation entre la fin de l'année 2020 et l'année 2021.

PRÉSENTATION DU CONSEIL D'ORIENTATION STRATÉGIQUE

Le Conseil d'Orientation Stratégique, constitué dès janvier 2019, réunit des experts du secteur éducatif, des experts du contexte africain, et des ambassadeurs du projet, et guidera sa conduite jusqu'en 2020.

Le rôle du Conseil

Le Conseil d'Orientation Stratégique se réunira deux fois par an en 2019 et 2020, en vue de répondre aux objectifs suivants :

- **Guider, conseiller l'équipe en charge du projet et orienter ses réflexions**, en particulier sur la définition de la thèse d'investissement et la thèse d'impact
- **S'assurer de la cohérence externe du projet**, pour que le fonds apporte une réponse utile et complémentaire aux instruments de politique publique mis en œuvre dans les pays visés
- **Donner de la visibilité au projet auprès de réseaux dédiés à l'éducation en Afrique**

Les membres



Le Conseil d'Orientation Stratégique sera présidé et animé par Patrick GUILLAUMONT.

Patrick Guillaumont est Président de la Fondation pour les Etudes et Recherches sur le Développement International (Ferdinand), professeur émérite à l'Université d'Auvergne, fondateur du Centre d'Etudes et de Recherches sur le Développement International (Cerdi) et Directeur de la Revue d'Economie du Développement.



Stéphanie COHN RUPP

Ancienne Directrice Générale du Réseau Toniic et ancienne consultante auprès de la Banque Mondiale et l'UNESCO sur les sujets liés à l'Education en Afrique Subsaharienne, Mme Cohn Rupp est actuellement Directrice Générale du programme d'investissement d'impact de Tiedemann Advisors.



David DE FERRANTI

Président de la fondation R4D, un think tank américain sur l'Education et la Santé dans les pays en Développement. David de Ferranti est un ancien Vice-Président et responsable des programmes sociaux (Nutrition, Santé, Education, Assurance Santé) de la Banque Mondiale en Asie, Afrique, Amérique Latine et Europe de l'Est.



Ramata LY BAKAYOKO

Précédemment Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique de la République de Côte d'Ivoire et Présidente de l'Université Félix-Houphouët-Boigny de Cocody. Actuellement Ministre de la Femme, de la Famille et de l'Enfant de la République de Côte d'Ivoire.



Dzingai MUTUMBUKA

Dzingai Mutumbuka est ancien Ministre de l'Éducation au Zimbabwe, et ancien haut cadre de la Banque Mondiale dans le secteur du développement humain. Il est actuellement Président de l'ADEA (Association for Education Development in Africa).



Jean-Michel SEVERINO

Président d'Investisseurs & Partenaires (I&P) depuis 2011, Jean-Michel Severino se consacre au secteur naissant de l'impact investing afin de soutenir l'essor des petites et moyennes entreprises en Afrique Subsaharienne. M. Severino a précédemment été Vice-Président pour l'Asie de l'Est à la Banque Mondiale (1996-2000), et Directeur Général de l'Agence Française de développement (AFD) de 2001 à 2010.



Martina VIARENGO

Professeure dans le département d'Économie Internationale au sein du Graduate Institute de Genève. Elle est également professeure associée à l'Université de Harvard, du Center for International Development, et Senior Expert du European Expert Network on Economics of Education sponsorisé par la Commission Européenne.

LES PARTENAIRES DU PROJET

Le partenariat initial pour la conception et la formulation du fonds est constitué du Gouvernement Princier de Monaco en tant que sponsor et bailleur de fonds, d'Investisseurs & Partenaires (I&P) en tant qu'opérateur et de la FERDI (Fondation pour les études et recherches sur le développement international) en tant que partenaire académique.

Le Gouvernement Princier de Monaco



Site internet : <https://cooperation-monaco.gouv.mc/fr>

Le Gouvernement Princier met en œuvre sa politique de coopération par l'entremise de sa Direction de la Coopération Internationale (DCI), rattachée au Département des Relations Extérieures et de la Coopération.

Sa priorité d'intervention est la **lutte contre la pauvreté** en lien avec les Objectifs de Développement Durable des Nations Unies, principalement ceux centrés sur l'être humain. L'Aide Publique au Développement monégasque est délivrée sous forme de dons et d'assistance technique, et représente **un peu plus de 1% des recettes de l'Etat**. Cette aide permet de soutenir chaque année plus de 130 projets dans onze pays partenaires, en privilégiant les plus défavorisés :

- Les pays les moins avancés (PMA) : Mali, Mauritanie, Niger, Burkina Faso, Madagascar, Sénégal et Burundi ;
- Les pays à développement intermédiaire : Maroc, Liban, Tunisie et Afrique du Sud.

4 domaines d'intervention sont privilégiés, en accord avec les politiques nationales des pays concernés : la santé, la sécurité alimentaire, l'insertion socio-économique et l'éducation.

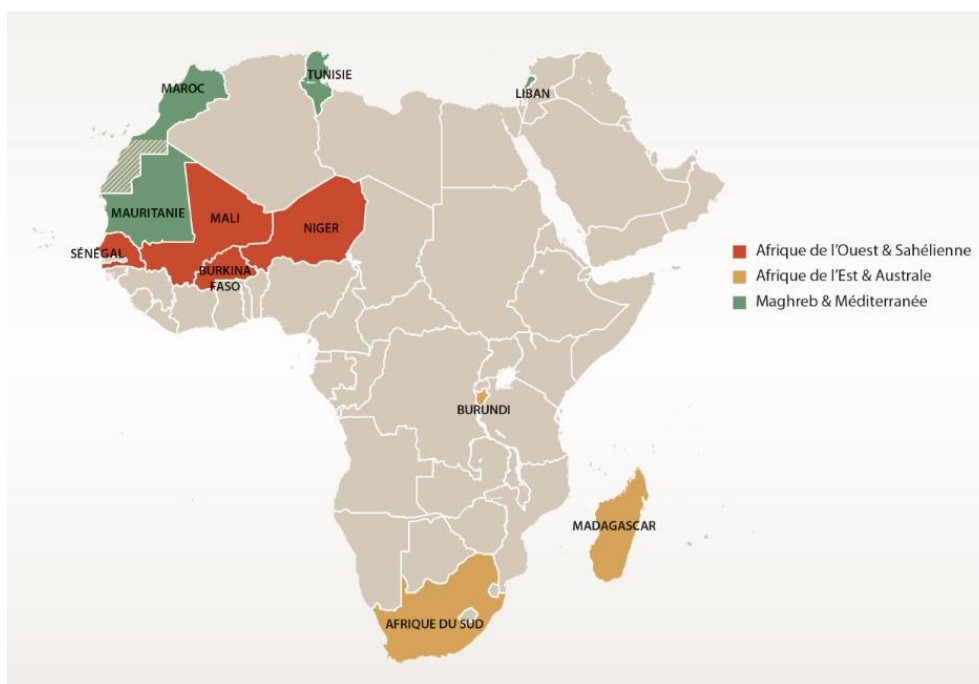
6 programmes phares multi-pays et multipartenaires sont également privilégiés pour renforcer l'impact et la visibilité de l'aide monégasque : la lutte contre le paludisme, la lutte contre la drépanocytose, le soutien à l'enfance vulnérable, l'appui à la protection civile, la nutrition infantile et la création d'emplois.

Les populations les plus vulnérables constituent le cœur de cible de l'action gouvernementale et concerne plus spécifiquement les enfants, les femmes, les personnes en situation de handicap et les réfugiés.

Dans le domaine de **l'éducation**, le Gouvernement Princier investit sur le continent africain et au Proche Orient pour former la jeunesse, depuis l'éducation préscolaire jusqu'à l'insertion professionnelle, prioritairement dans les pays où la durée moyenne de scolarisation est la plus basse au monde (Sahel) et où le chômage des jeunes est massif (Méditerranée). Les **enfants et jeunes en situation de vulnérabilité** (enfants des rues, orphelins, handicapés, réfugiés...) sont tout particulièrement ciblés et une attention particulière est accordée à **l'éducation des filles** (ODD n°4, 5, 8 et 10). Monaco coopère dans ce domaine avec les autorités publiques, la société civile locale et internationale et les partenaires multilatéraux. La Principauté a également à cœur de s'associer avec

le secteur privé, notamment les acteurs de l'Economie Sociale et Solidaire et de l'investissement d'impact, pour répondre à ces enjeux, à l'instar de ce partenariat innovant.

Sur la période 2015-2017, l'action de Monaco a facilité le parcours d'apprentissage de plus de 50.000 enfants, dont une majorité pour accéder à l'éducation primaire et scolaire, 8.000 pour le préscolaire et 7.000 pour la formation professionnelle. Parmi les opérations en cours soutenues par Monaco : l'appui à la scolarisation des enfants en situation de handicap au Maghreb et des enfants réfugiés au Liban, le soutien à l'entrepreneuriat des jeunes ruraux au Sahel, le soutien à la formation à de nouveaux métiers (ex. ergothérapie au Maroc).



Pays partenaires prioritaires de la Coopération de Monaco



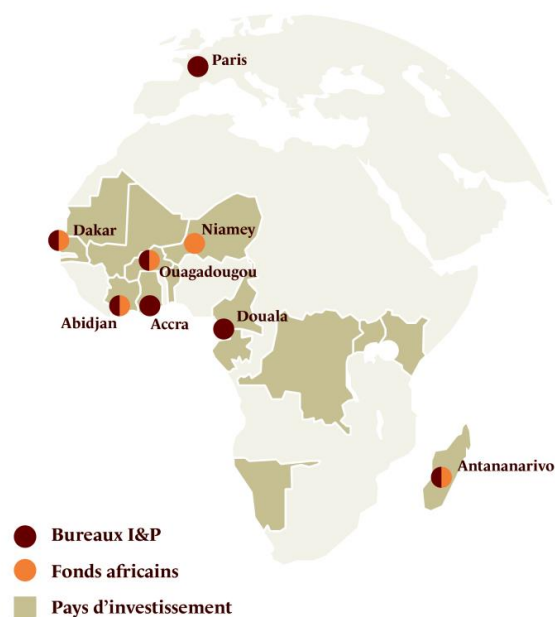
Site internet : <http://www.ietp.com/fr>

Investisseurs & Partenaires (I&P) est un groupe d'investissement d'impact dédié aux petites et moyennes entreprises d'Afrique Subsaharienne, acteurs clés d'une croissance durable et inclusive sur le continent.

Depuis sa création en 2002, I&P a financé **plus de 90 entreprises basées dans 16 pays africains**, essentiellement en Afrique Francophone, de Madagascar au Sénégal. Ces entreprises créent de la valeur locale et des emplois pérennes, mais génèrent aussi d'importants impacts sociaux, environnementaux et de gouvernance.

I&P est un partenaire actif qui, en plus d'un investissement financier, apporte ses compétences en stratégie, en finance et en management pour accélérer la croissance de ses entreprises partenaires. I&P rassemble **quatre fonds d'impact - IPDEV1, IPDEV2, IPAE1 et IPAE2** - qui représentent un total de 136 millions d'euros d'actifs sous gestion. Ces fonds se distinguent par la taille des entreprises ciblées.

Fondé par Patrice Hoppenot en 2002 et dirigé par Jean-Michel Severino depuis 2011, Investisseurs & Partenaires compte une **cinquantaine de collaborateurs présents à Paris et dans sept bureaux africains** (Burkina Faso, Cameroun, Ghana, Côte d'Ivoire, Madagascar, Niger et Sénégal).



L'expérience d'I&P dans le secteur de l'éducation

A travers son activité d'investissement, **les équipes d'I&P ont accumulé une expérience inédite dans le secteur de l'éducation en Afrique**, notamment dans la formation professionnelle (Trainis), l'éducation secondaire supérieure (Enko Education), l'éducation technique et professionnelle supérieure (CAIF), les équipements et supports éducatifs (Editions Afrique Lecture, Unifam, Valesse) de même que le montage de véhicule d'investissement spécialisé sur le secteur (Education Impact Fund de Comoé), dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest mais également sur le reste du continent.

Jean-Michel Severino, Président d'Investisseurs & Partenaires, a acquis une trentaine d'années d'expérience des problématiques éducatives en Afrique, dans le cadre de ses fonctions au sein du Ministère de la Coopération, de la Banque Mondiale, puis en tant que Directeur Général de l'Agence Française de Développement de 2001 à 2010. Il poursuit cet engagement à la direction d'I&P et participe actuellement au conseil d'administration de l'institut de l'UNESCO.

Quelques exemples d'investissement dans le domaine de l'éducation



AFRICAN MANAGEMENT INITIATIVE

Pays	Kenya
Entrepreneurs	Jonathan Cook, Rebecca Harrison
Fonds	IPAE 2
En portefeuille depuis	2018

Lancée en 2014, African Management Initiative (AMI) propose une offre pionnière de formations professionnelles à destination des entrepreneurs et managers africains.

AMI a développé 45 modules pratiques - incluant plus de 2000 outils - avec les principales écoles de commerce africaines et des experts mondiaux de formations adultes. Les programmes de formation d'AMI sont basés sur une offre combinée de matériel en ligne et d'ateliers avec des experts dans leur domaine.

OBJECTIFS D'IMPACT

- Apporter une éducation de qualité aux cadres moyens des entreprises africaines
- Offrir aux jeunes, aux femmes et à un plus grand nombre de petits entrepreneurs des programmes de formation à l'employabilité et de formation à l'entrepreneuriat



CENTRE D'APPUI À L'INITIATIVE FÉMININE

Pays	Sénégal
Entrepreneurs	Arame Dramé, Insa Dramé
Fonds	Teranga Capital
En portefeuille depuis	2018

Le Centre d'Appui à l'Initiative Féminine (CAIF) est un centre de formation professionnelle spécialisé dans les métiers de la restauration et de l'hôtellerie, de la couture et du stylisme, de la coiffure et de l'esthétique.

Créé il y a 14 ans, le CAIF jouit d'une bonne expertise pour offrir à ses apprenants, principalement des jeunes femmes, des formations de bonne qualité et adaptées au marché de l'emploi.

OBJECTIFS D'IMPACT

- Formation professionnelle diplômante à coût abordable destinée à une cible jeune exclue du système scolaire classique
- Insertion des diplômés dans le milieu professionnel



ENKO EDUCATION

Pays	Panafricain
Entrepreneurs	Cyrille Nkontchou, Eric Pignot
Fonds	IPAE 1
En portefeuille depuis	2016

Enko Education ambitionne de structurer l'un des plus larges réseaux de lycées privés en Afrique Sub-Saharienne, en portant une attention particulière aux pays d'Afrique francophone.

Enko donne accès à une formation renommée et de grande qualité en vue de faciliter l'accès aux universités internationales. Enko noue des partenariats avec des lycées existants pour développer un programme de 3 ans permettant d'obtenir une accréditation « Baccalauréat international » (IB), largement reconnue par les universités internationales.

OBJECTIFS D'IMPACT

- Développer un réseau de 30 écoles, avec plus de 10 000 étudiants chaque année
- Accès aux universités internationales
- Des dizaines de professeurs formés aux standards internationaux



Site internet : <http://www.ferdi.fr/>

La Fondation pour les études et recherches sur le développement international (Ferdì) est un laboratoire d'idées, un Think Tank, dont la mission première est, sur la base de travaux de recherche, d'influencer le débat international sur les grandes questions de développement.

Fondation créée en 2003, reconnue d'utilité publique, sans but lucratif et indépendante, la Ferdi mobilise des économistes de haut niveau et propose une réflexion pertinente et novatrice sur des thématiques clés de l'économie du développement international. Elle est particulièrement active sur les questions liées à l'efficacité du développement, au développement durable et à la gouvernance mondiale.

La Ferdi est basée à Clermont-Ferrand avec un bureau à Paris, à Ouagadougou et une antenne à Washington. Patrick Guillaumont est le Président-fondateur de la Ferdi.

Missions

- Promouvoir l'excellence de la recherche, notamment des travaux francophones et européens.
- Rapprocher la réflexion et la décision
- Renforcer les capacités des pays en développement à concevoir et mettre en oeuvre des politiques économiques inclusives et durables.

Apport de la Ferdi au projet

La Ferdi, qui a publié plusieurs papiers s'intéressant à l'éducation sous différents angles (santé, agenda 2030, données démographiques..) apporte au projet sa capacité de recherche. Avec l'appui financier de la Coopération de Monaco elle conduit une étude de faisabilité préalable à la création d'un véhicule d'investissement dédié au secteur éducatif africain. Les objectifs visés sont 1/ d'obtenir une meilleure compréhension des défis africains en matière d'éducation, 2/ d'identifier les bonnes pratiques en matière éducative pouvant être développées et diffusées plus largement par le secteur privé, 3/Réaliser un état des investissements privés dans l'éducation en Afrique, 4/ Analyser les modèles économiques des opérateurs privés dans l'éducation.

Publications récentes dans le domaine de l'éducation

- **Can social groups impact schooling decisions? Evidence from castes in rural Senegal** (2018)
Ababacar S. Gueye (CERDI-UCA, CNRS), Martine Audibert (CERDI-UCA, CNRS, Ferdi), M., Valery Delaunay (LPED, IRD). *World Development*, vol. 110, October 2018, pp. 307-323

- **The Geography of Talent: Development Implications and Long-Run Prospects** (2018), Michal Burzynski (CREA, University of Luxembourg), Christoph Deuster (IRES, Université Catholique de Louvain), Frédéric Docquier (IRES, Université Catholique de Louvain, Ferdi), FERDI Working paper P221, March
- **Optimal Education Policy and Human Capital Accumulation in the Context of Brain Drain** (2018), Slobodan Djajić (Graduate Institute), Frédéric Docquier (IRES, Université Catholique de Louvain, Ferdi)., Michael S. Michael (University of Cyprus), FERDI Working paper P224, March
- **Impacts démographiques des crises africaines : une perspective historique** (2017), Michel Garenne (Institut Pasteur, Ferdi), *FERDI, Document de de travail* P196, juillet
- **Macroeconomic Crisis, Primary Education and Aid Effectiveness** (2017), Rohen d'Aiglepierre (AFD), Laurent Wagner (Ferdì), AFD Research Paper 37
- **Trois jalons pour la mise en œuvre de l'agenda 2030 en éducation** (2016), Christophe Deconinck (*expert en politique éducative*) *Ferdi Note brève* B166, décembre
- **Malaria and Education: Evidence from Mali** (2017) Josselin Thuilliez (CNRS, Centre d'économie de la Sorbonne, Ferdi), Hippolyte d'Albis (Paris School of Economics—CNRS), Hamidou Niangaly (University of Bamako), Ogobara Doumbo (University of Bamako), *Journal of African Economies*, Volume 26, Issue 4, 1 August 2017, Pages 443–469.
- **Natural disasters, migration and education: an empirical analysis in developing countries** (2015), Alassane Drabo (Ferdì), Linguère Mously Mbaye (African Development Bank Group) , *Environment and Development Economics*, Vol. 20 (06) December 2015, pp 767-796.
- **Large-scale health interventions and education: Evidence from Roll Back Malaria in Africa** (2015) Maria Kuecken (Centre d'économie de la Sorbonne, Paris School of Economics), Josselin Thuilliez (CNRS, Centre d'économie de la Sorbonne, Ferdi), Marie-Anne Valfort, ((Centre d'économie de la Sorbonne, Paris School of Economics), Documents de travail du Centre d'Economie de la Sorbonne 13075r, Université Panthéon-Sorbonne (Paris 1), Centre d'Economie de la Sorbonne.

Base de données touchant à l'éducation:

- Séries rétrospectives de l'indice HAI – Human Assets Index -(mise à jour 2016)
- Tendances démographiques : Education in Sub-Saharan Africa (mise à jour 2015)